



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 25 avril 1996 — N° 13

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

25 avril 1996

25 avril 1996

Le jeudi 25 avril 1996

N° 13

La séance est ouverte à 14 h 04.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Bégin, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 7Loi modifiant le Code de procédure civile, la Loi sur la Régie du logement, la Loi sur les jurés et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 209Loi concernant des fédérations, conseils centraux et syndicats affiliés à la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 23 juin 1996.

(Dépôt n° 70-960425)

25 avril 1996

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 209, Loi concernant des fédérations, conseils centraux et syndicats affiliés à la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.).

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 209 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et le ministre d'État de l'Économie et des Finances sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Copie d'une lettre (versions française et anglaise), en date du 23 avril 1996, adressée à M. Joey Montour, chef des Peace Keepers de Kahnawake, par Me Michel Breton, substitut en chef du Procureur général de la Montérégie, concernant une évaluation légale de l'événement de combats concertés qui doit avoir lieu le 26 avril 1996 à Kahnawake.

(Dépôt n° 71-960425)

M. Bélanger, leader du gouvernement, au nom de Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, dépose:

Copie d'une facture, en date du 23 février 1996, couvrant les frais de déménagement du bureau de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce.

(Dépôt n° 72-960425)

Dépôts de rapports de commissions

M. Landry (Bonaventure) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 24 avril 1996, a élu son vice-président.

(Dépôt n° 73-960425)

25 avril 1996

M. Sirros (Laurier-Dorion) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 25 avril 1996, a élu son président.
(Dépôt n° 74-960425)

Dépôts de pétitions

M. Paquin (Saint-Jean) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 1339 résidents et résidentes des municipalités de Lacolle, Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix et Saint-Valentin, concernant l'agrandissement de l'école Saint-Joseph de Lacolle.

(Dépôt n° 75-960425)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Kelley (Jacques-Cartier) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 22 500 pétitionnaires de l'ouest de l'île de Montréal, concernant la construction d'un échangeur à Beaconsfield et à Baie d'Urfé.

(Dépôt n° 76-960425)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bégin, ministre de la Justice, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 25 avril 1996, qu'il a adressée au ministre de la Justice et Procureur

25 avril 1996

général du Canada, M. Allan Rock, concernant la télédiffusion du Gala de combats extrêmes qui doit avoir lieu le 26 avril 1996 à Kahnawake.

(Dépôt n° 77-960425)

Motions sans préavis

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François) présente une motion soulignant le 56^e anniversaire du droit de vote des femmes au Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. MacMillan (Papineau) présente une motion soulignant la Semaine de l'action bénévole; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Paradis (Brome-Missisquoi) présente une motion de félicitations à la direction de l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins pour l'obtention du prix «réalisation» remis par les administrateurs diplômés de l'École nationale d'administration publique; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission des institutions, pour ceux du programme Affaires autochtones, du ministère de la Justice et du programme Affaires intergouvernementales canadiennes;
- la Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux et de l'Office des services de garde à l'enfance;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports, du ministère de l'Environnement et de la Faune et des organismes relevant du ministre d'État à la Métropole;
- la Commission de la culture, pour ceux du ministère de la Culture et des Communications et du Conseil de la langue française;

25 avril 1996

- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du secteur Forêts et du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 3 mai 1996, M. Gobé (LaFontaine) s'adressera à M. Rioux, ministre du Travail, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant: «Les relations de travail au Québec».

À 15 h 13, conformément à l'article 282 du Règlement, M. le Président lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 30 avril 1996, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU